



Devoir Surveillé n°5

Branche : Sciences Economiques et de Gestion

Durée : 3 H

Matière : Economie Générale et Statistique

Filière : Sciences Economiques

Coefficient : 6

Professeur : Larbi TAMNINE

Vendredi 5 Avril 2013

DOSSIER I : Etat de la conjoncture : recul de la croissance et montée du chômage

DOCUMENT 1 : Samsung distance Apple sur le marché mondial des téléphones portables

Samsung a conforté son avance sur *Apple* en 2012 sur le marché des smartphones d'après des estimations publiées mardi par le cabinet de recherche IHS. Samsung a fabriqué 28% des unités de smartphones vendues en 2012, là où *Apple* se contente de 20%. La marge était seulement de 1% l'an passé entre les deux compagnies. Samsung a même dépassé le finlandais *Nokia* (leader depuis 1998) sur l'ensemble du marché mondial des téléphones portables avec une part de 29% du marché contre 24% pour *Nokia*. IHS prédit que les smartphones vont représenter 56% des envois de téléphones en 2013.

Les smartphones, qui sont le segment du marché des téléphones portables affichant la plus forte croissance. Les succès de Samsung et les difficultés de *Nokia* cette année ont été entièrement déterminés par leurs fortunes divergentes dans les Smartphones. *Apple* affirme que la ligne de Smartphone et de tablettes "Galaxy" a copié la technologie des *iPhone* et des *iPad* inventés par le groupe installé à Cupertino. Un tribunal américain de San Jose en Californie a condamné le groupe sud-coréen Samsung à verser à son concurrent américain *Apple* un peu plus de 1 milliard de dollars en dommages pour violation de brevets.

www.latribune.fr, Edition du 19-12-2012

DOCUMENT 2 : ANAPEC : 132 163 demandes d'emploi pour seulement 18 343 offres

«Au Maroc, le marché de l'emploi est plutôt morose en 2012», se plaignent nombre de cabinets de recrutements de la place. Tout le monde le sait, le Maroc n'est pas à l'abri de la crise mondiale, et l'économie européenne avec laquelle notre pays entretient des rapports étroits par l'ampleur des échanges commerciaux et le volume des investissements est en mauvaise passe. Et une crise de l'emploi en Europe ne peut que toucher le Maroc aussi : les chiffres officiels parlent d'une légère baisse de la population active entre le premier trimestre 2011 et le premier trimestre 2012, et un taux de chômage qui a augmenté de 9,1 à presque 10% sur la même période.

La crise de l'emploi est donc un postulat avec lequel il faudra compter. Les entreprises, qu'elles soient nationales ou multinationales, revoient à la baisse leurs budgets alloués aux recrutements, et se montrent de plus en plus exigeantes en matière de profils recherchés.

Quantitativement d'abord, l'agence enregistre chaque année quelque 100 000 chercheurs d'emploi dans sa base de données. Une visite dans son site web le 11 septembre dernier donne une idée : 132 163 CV sont déposés auprès de l'agence contre 18 343 offres. De 2001 à 2011, plus de 344 000 candidats ont pu être insérés par son biais, il suffit de s'y inscrire. On est passé les cinq dernières années de 20 000 insertions par an à plus de 50 000. Au plan qualitatif ensuite, l'agence est, bien entendu, loin de concurrencer les grands cabinets privés de recrutement quand il s'agit des profils pointus, comme les cadres supérieurs et le personnel dirigeant. L'agence, elle, cible en particulier les candidats issus de la formation professionnelle (43%), les bacheliers et les diplômés de l'enseignement supérieur constituent le reste.

www.lavieeco.com, Edition du 21-09-2012

DOCUMENT 3 : Principaux emplois du PIB en volume

(En millions de DH)	3 ^{ème} trimestre 2011	3 ^{ème} trimestre 2012	Variation en %
Produit Intérieur Brut (PIB)	168 872 ?..... ?....
Dépenses de consommation finale des ménages	99 211	102 684	3,5
Dépenses de consommation des APU*	26 401	27 721	5,0
Formation Brut du Capital Fixe (FBCF)**	54 825	54 725	- 0,2
Exportations de biens et services	50 357	50 005	- 0,7
Importations de biens et services	61 922	61 241	- 1,1

* Administrations publiques ** y compris variation de stock

Note d'information sur la situation économique au 3^{ème} trimestre 2012, www.hcp.ma, consulté le 26-03-2013

DOCUMENT 4 : Croissance contrariée en 2012, mais reprise au rendez-vous en 2013

[...] Le tableau est à présent complet avec une croissance de 5% en 2011, un taux de 2,4% en 2012 et une tendance prévisionnelle de 4,3% en 2013. Autrement dit, on ne doit s'attendre cette année qu'à un niveau de croissance modeste. Même le ministère des Finances a dû revoir à la baisse sa prévision du taux de croissance pour la ramener à 3,4%. Toutefois, ce ralentissement sera de courte durée, puisque dès l'année prochaine, l'on assistera à un certain redressement, d'après le HCP. Ce ralentissement de la croissance était prévisible. En effet, explique M. Lahlimi, l'année 2012 est marquée par une contraction des pluies, ce qui a eu pour effet direct une importante baisse de la récolte céréalière. Ainsi, la valeur ajoutée du secteur primaire serait en baisse de 9,3%, en raison du repli de la production des cultures céréalières de 42,8%. Pour les activités non agricoles, elles ont certes été également touchées par le ralentissement, puisqu'elles devront enregistrer un rythme de croissance (4,3%) inférieur à celui de l'année dernière (5%).

L'économie nationale fait également face, cette année, ajoute le HCP, à la poursuite du ralentissement de la croissance de la demande mondiale adressée au Maroc, passant de 7,8% en 2010 à 2% seulement prévu pour cette année, à la baisse prévue des recettes du tourisme international qui ne devront évoluer pour l'année courante que de 2% et des transferts des Marocains résidant à l'étranger (4%).

www.lematin.ma, Edition du 13-06-2012

DOCUMENT 5 : Déflation : la menace se précise

[...] Ce ralentissement de la hausse des prix est en fait le signe que les économies française et européenne menacent de s'enfoncer dans un cercle vicieux de déflation (une baisse généralisée des prix). Une telle baisse entraînerait une compression des marges des entreprises, dès lors contraintes de freiner les salaires, les embauches et les investissements. De plus en période de diminution des prix, les consommateurs préfèrent aussi attendre que les prix aient encore baissé davantage. Autant de facteurs qui étouffent la demande et ralentissent l'activité économique. Un phénomène qui touche déjà le secteur de l'immobilier, où les prix ont commencé à diminuer.

Enfin, la déflation alourdit mécaniquement le poids des dettes passées, privées comme publiques, puisque la valeur nominale des nouvelles richesses produites diminue. Tout en rendant inopérantes les politiques de faibles taux d'intérêt des banques centrales. Un cercle vicieux dans lequel le Japon est enfermé depuis le début des années 1990...

Alternatives Economiques n° 323 - Avril 2013

TRAVAIL A FAIRE : (8,75 points)

1) Caractériser les marchés objet des documents 1 et 2 (type de marché selon l'objet, les offreurs, l'évolution de la demande, et le prix) (présentez la réponse dans un tableau)	2 points
2) Identifiez le régime du marché mondial des smartphones. Justifiez (document 1).	1 point
3) En vous référant au document 2 , expliquez le recul des offres d'emploi au Maroc.	0,75 point
4) A partir du Document 3 : a) Calculez les chiffres qui manquent dans le tableau ; b) Expliquez l'évolution du taux de croissance économique entre le 3 ^{ème} trimestre 2011 et le 3 ^{ème} trimestre 2012.	0,5 point 0,75 point
5) Sur la base des documents 3 et 4 : a) Dégagez les principales caractéristiques de l'économie marocaine en 2012 (minimum quatre) ; b) Précisez l'impact des résultats du dernier paragraphe du document 4 sur l'agrégat M 3 ;	1 point 1 point
6) A partir du document 5 : a) Relevez deux effets négatifs de la déflation sur l'économie ; b) Commentez la phrase soulignée.	1 point 0,75 point

DOSSIER II : Les politiques budgétaire et monétaire face aux dysfonctionnements conjoncturels**DOCUMENT 6 : Evolution des ressources et des dépenses de l'Etat en glissement annuel**

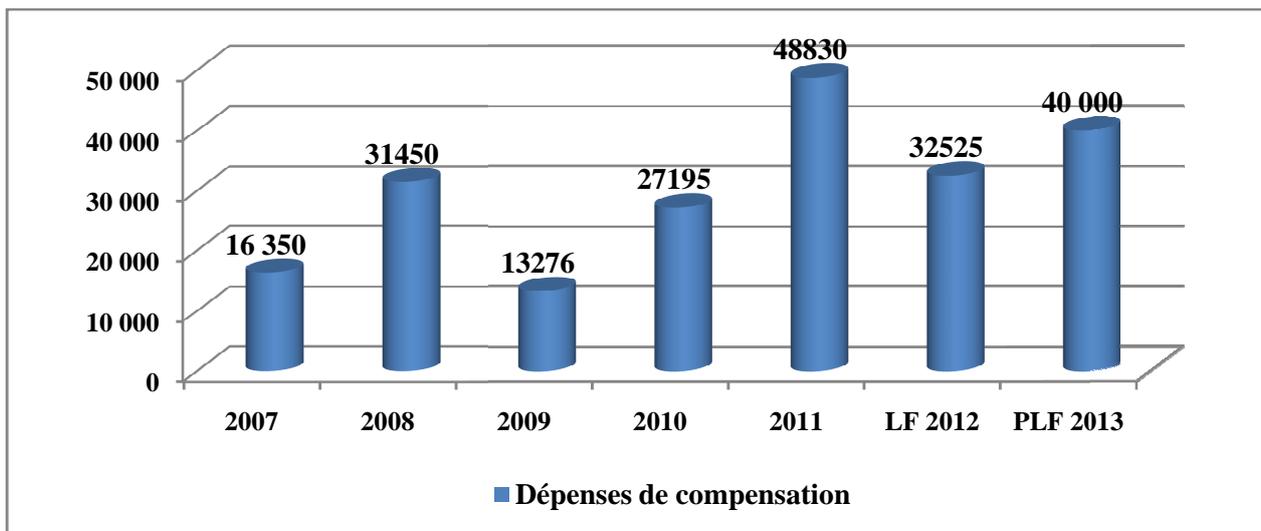
	NOVEMBRE 2011	NOVEMBRE 2012	VARIATION EN %
RECETTES ORDINAIRES	170 063	177 629	4,4
DEPENSES ORDINAIRES	165 954 ?..... ?.....
Salaires, biens et services	112 356	124 349	10,7
Intérêts de la dette publique	16 338	17 979	10,0
Compensation	37 260 ?..... ?.....
SOLDE ORDINAIRE	4 109	- 15 562	- 478,7
INVESTISSEMENT	37 225	38 795	4,2
SOLDE BUDGETAIRE	- 27 019	- 46 991	73,9

Note de la conjoncture n°21, Janvier 2013, www.hcp.ma

Repères

- Réalisation de 85,9 % des recettes des impôts directs prévus dans la loi de Finances, suite à la concrétisation de **84,3%** des prévisions des recettes de l'IS et de 92,1% des recettes de l'IR.
- Réalisation de 83,5% des impôts indirects, recouvrant la concrétisation de 83,4% des prévisions des recettes de la TVA et de 83,6% des recettes des TIC.
- Réalisation de 84% des prévisions au titre des droits d'enregistrement et de timbre, et exécution de 77% des prévisions initiales des droits de douane.

www.lematin.ma, Edition du 23 Novembre 2012

DOCUMENT 7 : Evolution des dépenses de compensation 2007-2013 (en millions de DH)

x_i = années y_i = dépenses de compensations

Rapport économique et financier accompagnant la loi des finances 2013, www.finances.gov.ma

DOCUMENT 8 : Les dépenses de compensation accusent un déficit de 13,3 milliards de DH

Le système de compensation institué par les pouvoirs publics vers la fin des années trente pour la stabilisation des prix des produits de base, la sauvegarde du pouvoir d'achat des consommateurs et le développement économique de certains secteurs pourra désormais constituer une entrave au développement économique du pays et un lourd fardeau à assumer par l'État.

Les dépenses de personnel et la charge de compensation continuent de mener la vie dure aux finances publiques. En effet, ces deux postes budgétaires constituent les principaux contributeurs à la hausse des dépenses ordinaires, d'après la dernière note de la Direction des études et des prévisions financières. De ce fait, l'État a déjà dépensé 90,5% des montants alloués aux dépenses ordinaires pour l'année en cours.

Et c'est surtout le cas de la Caisse de compensation qui reste problématique, celle-ci subventionnant les prix de certains produits de grande consommation importés qui ne peuvent pas être écoulés sur le marché marocain au prix de l'import, en lien avec le pouvoir d'achat du consommateur marocain, tels le pétrole, le sucre, le blé. En fait, au moment où le gouvernement est arrivé à maîtriser tant certains autres postes budgétaires, les dépenses liées à ces subventions ont atteint des proportions alarmantes. Ainsi, le ministère des Finances révèle que les dépenses de compensation ont déjà dépassé les prévisions initiales pour l'exercice budgétaire 2012 de 13,3 milliards de DH, enregistrant un taux de réalisation de 141% à fin octobre 2012.

Cette pression des dépenses ordinaires n'a pas manqué de se répercuter sur l'effort d'investissement de l'État. En effet, les dépenses d'investissement n'ont été exécutées qu'à hauteur de 71,9% à deux mois de la fin de cet exercice budgétaire. Quand on fait la comparaison avec la donnée de l'an passé, on découvre que les dépenses ordinaires se sont accrues de 11,3% à fin octobre dernier par rapport à la même période de l'année dernière, se chiffrant à 175,6 milliards de DH.

www.lematin.ma, Edition du 23 Octobre 2012 et 23 Novembre 2012

DOCUMENT 9 : Politique monétaire et crise financière : BAM assume... à tort ou à raison !?

Voilà bientôt cinq ans que le monde est ballotté par la crise financière et économique, sinon ses effets. Dès le déclenchement de la crise, quasiment toutes les banques centrales à travers le monde ont réagi par le biais d'une politique expansionniste qu'elles ont prolongée en prenant des mesures exceptionnelles lorsque les taux d'intérêt à court terme se sont rapprochés de zéro.

«La conjoncture économique nationale a été effectivement difficile en 2012 avec un ralentissement de la croissance qui devrait se situer à moins de 3% contre 5% en 2011. Cette situation est le résultat de la conjugaison de plusieurs facteurs, notamment des conditions climatiques défavorables qui se sont traduites par une forte contraction des activités primaires. Il y a ensuite, la dégradation de la situation économique dans nos principaux pays partenaires avec de multiples effets négatifs sur la demande extérieure adressée au Maroc, les recettes voyages, les transferts des MRE et le flux des IDE en provenance de ces pays. Enfin, **la persistance du renchérissement des prix des produits énergétiques et alimentaires sur les marchés internationaux continue de détériorer la balance des paiements et d'aggraver la charge de compensation**», autant de facteurs que nous recense la Banque Centrale. Et d'ajouter, que ces évolutions mettent à rude épreuve la stabilité et la soutenabilité des équilibres macroéconomiques avec notamment une aggravation des déficits jumeaux (budgétaire et extérieur).

[...] « C'est ainsi que dans le contexte de stabilité des prix qui a prévalu ces derniers mois et en soutien à l'activité économique en décélération, nous avons agi sur plusieurs instruments en même temps. En plus de la réduction du taux directeur à 3% en mars dernier, et pour faire face aux besoins croissants en liquidité, nous avons ramené le taux de réserve obligatoire à 4% (contre 16,5% en 2007), impliquant ainsi une injection structurelle de liquidité dépassant 45 MMDH, et nous avons supprimé les comptes sur carnets de l'assiette de calcul de la réserve obligatoire, permettant de la sorte d'injecter indirectement près de 4,6 MMDH. », souligne un responsable au sien de BAM.

www.financesnwes.press.ma, Edition du 21 Mars 2013

DOCUMENT 10 : Réorientons la politique monétaire

«La nature expansive de la politique budgétaire, qui a soutenu notre modèle de développement, révèle ses limites», souligne le Haut commissaire au Plan. En effet, la maîtrise de l'inflation par le biais de la subvention des prix financée par les ressources internes continue à augmenter la dette publique intérieure et à réduire le financement du secteur privé. Cette situation est associée à un déficit primaire qui ne cesse de s'accroître. Cela pousse le pays à emprunter pour faire face aux échéances de ses dettes. Dans ces conditions, « la sous-liquidité du marché monétaire pourrait devenir structurelle et la marge de manœuvre de la politique monétaire se réduire au détriment d'un financement adapté aux besoins réels des différentes catégories des entreprises », estime Lahlimi. Ce dernier prône une politique monétaire plus agressive et soulève la question de la désacralisation du maintien de l'inflation à un niveau bas.

www.leconomiste.com, Edition du 08-02-2013

TRAVAIL A FAIRE : (10,75 points)

<p>7) À partir du document 6 :</p> <p>a) Calculez les données qui manquent dans le tableau ;</p> <p>b) Expliquez l'évolution du solde budgétaire entre les deux périodes.</p> <p>c) Rappelez la formule de calcul puis interprétez le pourcentage souligné (voir repères)</p>	<p>1 point</p> <p>0,5 point</p> <p>0, 5 point</p>
<p>8) A partir du document 7,</p> <p>a) Déterminez l'équation de la droite d'ajustement de la forme $y = ax + b$ selon la méthode des moindres carrés, sachant que $\sum x_i y_i = 947\ 158$, $\sum x_i^2 = 140$ et $\bar{y} = 29\ 947$. (À arrondir au dixième près) ;</p> <p>b) Calculez les dépenses de compensation prévisionnelles pour l'année 2014.</p>	<p>1 point</p> <p>0, 5 point</p>
<p>9) En vous référant au document 8,</p> <p>a) Précisez l'intérêt économique et sociale du système de compensation appliqué au Maroc ;</p> <p>b) Déduire deux limites de ce mécanisme de subventionnement des prix.</p>	<p>1 point</p> <p>0,5 point</p>
<p>10) A partir du document 9 :</p> <p>a) Relevez deux raisons ayant motivé de l'intervention de la BAM sur le marché monétaire ;</p> <p>b) Relevez les instruments utilisés par la BAM;</p> <p>c) Déduire un objectif intermédiaire et un objectif final de l'intervention de la BAM ;</p> <p>d) Expliquez la phrase soulignée.</p>	<p>0,5 point</p> <p>0,5 point</p> <p>0,5 point</p> <p>0,5 point</p>
<p>11) Expliquez la relation entre le déficit budgétaire et le déficit extérieur (document 9).</p>	<p>0, 5 point</p>
<p>12) Dégagez, du document 10, une limite de la politique budgétaire expansive.</p>	<p>0, 5 point</p>
<p>13) Question de synthèse :</p> <p>Après plus de 70 ans de l'application du système de compensation en subventionnant les prix des produits de première nécessité (farine, gaz, sucre, ...), ses dépenses ne cessent d'augmenter depuis l'année 2008.</p> <p>Dans un développement structuré (Introduction, Développement et Conclusion), montrez l'intérêt du système actuel de compensation ainsi que ses limites en vous référant aux documents ci-dessus ainsi que vos connaissances acquises.</p>	<p>2,75 points</p>

Important :

- ✓ 1 point est réservé à la présentation de la copie, évitez les ratures et les surcharges et mentionnez le numéro de dossier puis de la question.
- ✓ La machine à calculer non programmable est autorisée.
- ✓ Les calculs justificatifs doivent figurer sur la copie.